

## Le FMI publie ses « Perspectives de l'économie mondiale »

Dans ses « Perspectives de l'économie mondiale » publiées le 7 avril 2014, le FMI prévoit une accélération de la croissance mondiale de +3,6 % en 2014 et +3,9 % en 2015 (après +3 % en 2013). L'activité s'accélérait dans les pays avancés, mais la reprise mondiale resterait « inégale et modeste », tandis que des risques importants, déjà identifiés ou nouveaux, subsisteraient. Parmi les risques recensés précédemment, le FMI cite le programme inachevé de réformes du secteur financier, l'endettement élevé de beaucoup de pays, un chômage par trop élevé et des craintes concernant les pays émergents. Les nouveaux risques tiennent selon le FMI à une inflation faible dans les pays avancés, une détérioration des perspectives des pays émergents par rapport au second semestre de l'an dernier et aux récentes tensions géopolitiques. S'agissant des contributions à la croissance mondiale, le FMI table sur une accélération dans les pays avancés, notamment aux États-Unis, où la croissance annuelle en 2014-15 devrait être supérieure à la tendance, aux environs de 2,75 %, sous l'effet d'une « modération du rééquilibrage des finances publiques, de conditions monétaires accommodantes, du redressement du secteur immobilier et d'une augmentation du patrimoine des ménages ». Le FMI prévoit également une reprise dans la zone euro avec +1,2 % en 2014 et +1,5 % en 2015 après -0,5 % en 2013, et une croissance qui reste supérieure dans les pays du cœur de la zone (+1,7 % en Allemagne, contre +0,5 % en 2013, +1,0 % en France, contre +0,3 % en 2013, +0,6 % en Italie, après -1,9 %, +0,9 % en Espagne, après -1,2 %). Au Japon, le FMI mise sur une stabilité de la croissance (+1,4 % en 2014 après +1,5 % en 2013). L'activité économique y serait portée notamment par l'investissement privé et les exportations, mais pâtirait du durcissement de la politique budgétaire en 2014-15, et notamment du relèvement de la taxe à la consommation. Enfin, concernant les Pays émergents, le FMI table sur une accélération modérée de la croissance, de 4,7 % en 2013 à 4,9 % en 2014 et à 5,3 % en 2015, en liaison avec « un environnement financier extérieur moins favorable et, dans certains cas, à la persistance d'un investissement faible et à d'autres contraintes structurelles intérieures ».

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2014/01/pdf/textf.pdf>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 avril 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les informations récentes continuent de conforter notre anticipation d'une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle des taux d'inflation mesurée par l'IPCH. Les signaux provenant de l'analyse monétaire confirment le diagnostic de tensions sous-jacentes modérées à moyen terme sur les prix dans la zone euro. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. À plus long terme, nous suivrons très attentivement les évolutions et considérerons tous les instruments à notre disposition. Nous sommes fermement déterminés à conserver l'orientation largement accommodante de la politique monétaire et à agir rapidement si nécessaire. En conséquence, nous n'excluons pas un nouvel assouplissement de la politique monétaire et nous réitérons fermement que nous continuons de prévoir le maintien des taux d'intérêt directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée (...). Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat afin de faire face efficacement aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. »

#### 2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,9 % en février 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait à 12,0 % en février 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,6 % en février 2014, en baisse par rapport au taux de 10,7 % de janvier 2014. Il se situait à 10,9 % en février 2013. Eurostat estime qu'en février 2014, 25,920 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,965 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 65 000 dans l'UE28 et de 35 000 dans la zone euro. Comparé à février 2013, le chômage a baissé de 619 000 personnes dans l'UE28 et de 166 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (27,5 % en décembre 2013) et en Espagne (25, %).

### Actualité législatives

#### Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-373 du 27 mars 2014 relatif à la dénomination commune des principaux frais et services bancaires

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028790930&dateTexte=&categorieLien=id>

Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014 pour les plaquettes tarifaires en ligne et le 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les plaquettes tarifaires en version papier. Il s'applique aux plaquettes dont les tarifs sont modifiés à compter de ces dates.

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## L'économie de La Réunion en 2013 : la confiance revient progressivement, mais ne se traduit pas encore dans les chiffres

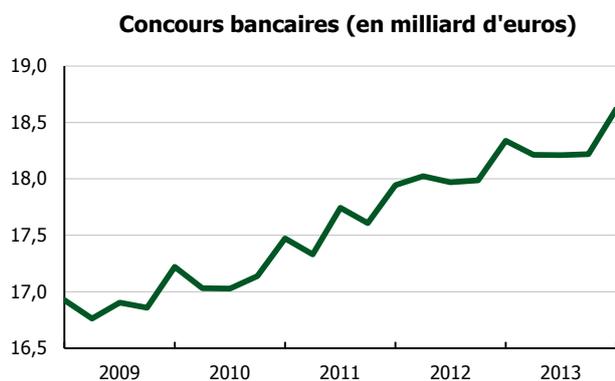
L'économie réunionnaise montre de timides signes d'amélioration même si elle peine toujours à retrouver des relais de croissance efficaces depuis la crise. Malgré le manque de lisibilité sur les perspectives économiques locales, les entrepreneurs réunionnais se montrent progressivement plus confiants. Ils jugent ainsi la situation conjoncturelle moins dégradée qu'auparavant. Les chefs d'entreprise restent néanmoins prudents, et l'investissement privé tarde à retrouver durablement une orientation favorable. En parallèle, la consommation des ménages se maintient et le marché du travail tend à se stabiliser, soutenu par l'augmentation du nombre de contrats aidés.

L'évolution de l'activité des différents secteurs est cependant contrastée. Les entrepreneurs du secteur primaire et des industries agroalimentaires restent pessimistes malgré un sursaut en cours d'année. Le BTP est en revanche mieux orienté, soutenu par une bonne tenue du logement social et par la signature des premiers contrats pour le chantier de la Nouvelle Route du Littoral.

L'activité de financement de l'économie par le système bancaire reste morose, tandis que la collecte nette d'épargne continue de progresser à un rythme soutenu. La qualité du portefeuille des établissements de crédits implantés localement s'améliore, dans le prolongement du second semestre 2012.

La Note Expresse est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

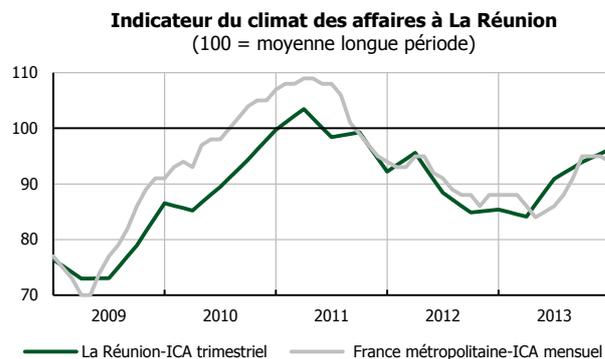
## L'activité bancaire redémarre au quatrième trimestre 2013



Source : IEDOM, Surfi

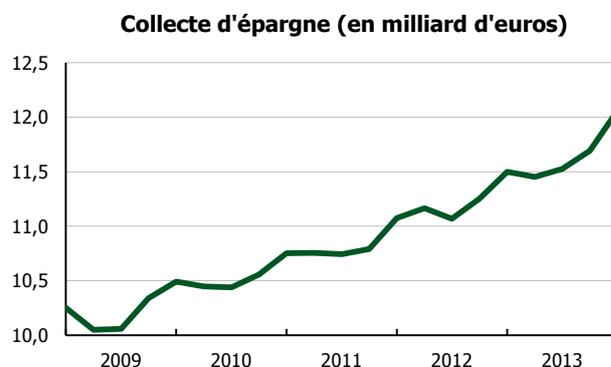
Les actifs financiers détenus par les agents économiques s'inscrivent également en hausse au quatrième trimestre 2013 (+ 3,2 %), grâce notamment à une progression marquée des placements des entreprises (+ 8,2 % sur le trimestre). L'encours total des actifs financiers progresse pour le troisième trimestre consécutif. À fin décembre 2013, les actifs financiers détenus dépassent pour la première fois le seuil des 12 milliards d'euros. L'ensemble des composantes des actifs financiers contribuent à cette hausse, même si ce sont toujours les dépôts à vue qui progressent le plus rapidement. Les placements des ménages progressent de 1,4 % au quatrième trimestre, bénéficiant de la bonne tenue de l'ensemble des types de placement

Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire au quatrième trimestre 2013 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



Sources : IEDOM et Insee, Enquêtes de conjoncture

L'activité des établissements de crédit implantés à La Réunion s'est accélérée en fin d'année 2013. Les concours bancaires consentis progressent de 2,4 % au quatrième trimestre 2013, pour atteindre un encours de 18,6 milliards d'euros à fin décembre. Tous les segments de clientèle des établissements de crédit participent à cette dynamique. Le financement des collectivités locales progresse de 8,1 % sur le trimestre. Toutefois, la croissance sur un an est nettement plus limitée (+ 1,0 %). L'encours des financements consentis aux entreprises progresse de 2,1 % au quatrième trimestre 2013 (soit + 2,7 % sur un an). Les concours consentis aux ménages continuent eux aussi de progresser (+ 0,8 %). Cette progression reste faible cependant comparativement aux rythmes observés les années précédentes à pareille période.



Source : IEDOM, Surfi

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Mars 2014	130,2	+ 0,6 %	+ 0,7 %
	IPC France entière		128,2	+ 0,4 %	+ 0,6 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Février 2014	22 404	+ 0,0 %	+ 5,3 %
	Cumul (milliers d'euros)		44 808	-	+ 0,7 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Février 2014	340,3	- 4,6 %	+ 4,2 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Fév.	697,0	-	- 2,7 %
	Exportations (millions d'euros)	Février 2014	23,6	+ 35,9 %	- 37,1 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Fév.	41,0	-	- 18,3 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Février 2014	132 680	- 0,1 %	+ 0,2 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Février 2014	110 963	n.s.	- 1,0 %
	Cumul	cumul Fév.	318 809	-	- 3,0 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Décembre 2013	74 000	- 12,4 %	- 3,9 %
	Cumul	cumul Déc.	814 200	-	- 3,4 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Février 2014	1 240,0	-	+ 16,7 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Février 2014	9,4	-	+ 17,2 %
	Effectifs salariés du BTP	Février 2014	15 411	+ 5,3 %	- 2,2 %

## Baisse du nombre de bénéficiaires du RSA "socle" au 4<sup>e</sup> trimestre 2013

Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle"), qui remplace le RMI et l'allocation parent isolé depuis le 1er janvier 2011, s'inscrit en baisse de 1,2 % à fin décembre 2013 par rapport à fin septembre 2013, pour la première fois depuis début 2010 (hormis un léger fléchissement fin 2011). Sur un an, le nombre de foyers bénéficiaires progresse néanmoins de 4,7 %.

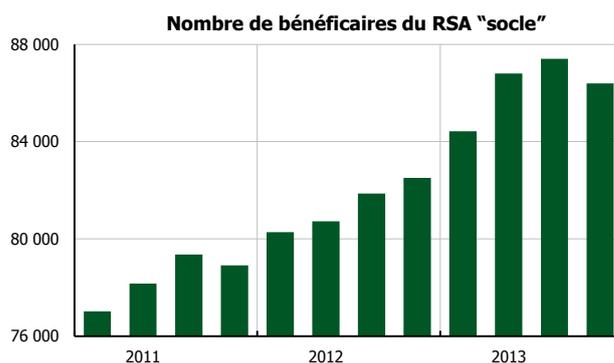
Ce fléchissement concerne principalement les couples avec enfant et les hommes (avec ou sans enfant), qui reculent respectivement de 3,3 % et de 1,5 %. Il concerne plus particulièrement les jeunes (- 2,7 %) alors qu'inversement, le nombre d'allocataires de plus de 49 ans progresse (+ 1,3 %).

La Caisse d'allocations familiales (Caf) a octroyé 133,5 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité") au cours du quatrième trimestre 2013, soit une légère baisse de 0,4 % (+ 9,7 % sur un an).

Plus globalement, 238 000 personnes ont bénéficié d'une aide de la Caf à La Réunion en 2013, soit une augmentation de 3,5 % en un an (+ 1,4 % en 2012). Le montant total des allocations versées par la Caf s'élève à 1,7 milliard d'euros (+ 4,6 % par rapport à 2012).

## Stabilisation de l'emploi dans le secteur privé au 4<sup>e</sup> trimestre 2013

L'emploi dans le secteur privé réunionnais reste stable (+ 0,1 %) au quatrième trimestre 2013 par rapport au même trimestre 2012, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), tandis qu'il baisse légèrement au niveau national (- 0,4 %). Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 2,2 % à La Réunion sur un an, contre + 1,2 % au niveau national.



Source : CAF

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

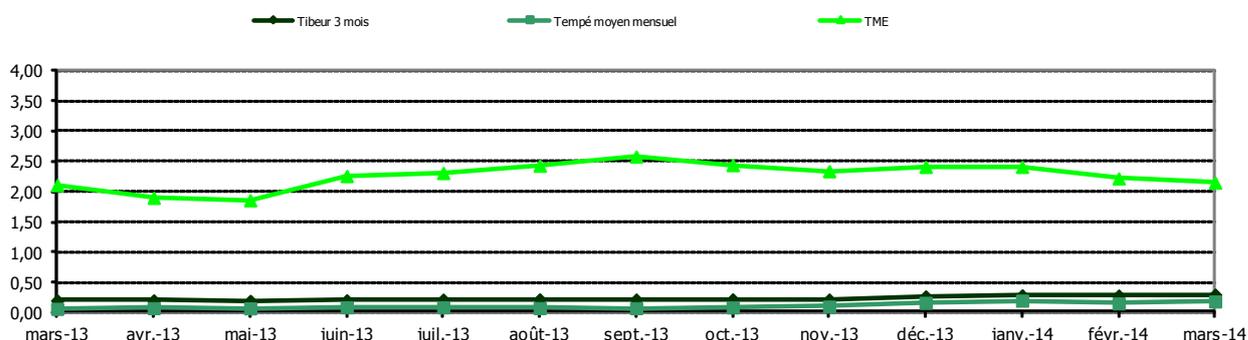
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (mars 2014)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1694%	0,2051%	0,1601%	0,1907%	0,2310%	0,3040%	0,4060%	0,5760%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
2,41%	2,41%	2,22%	2,15%	2,61%	2,61%	2,42%	2,35%

## Taux de l'usure (seuils applicables au 1er avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,91%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts-relais	5,39%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,09%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,21%	Découverts en compte (1)	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

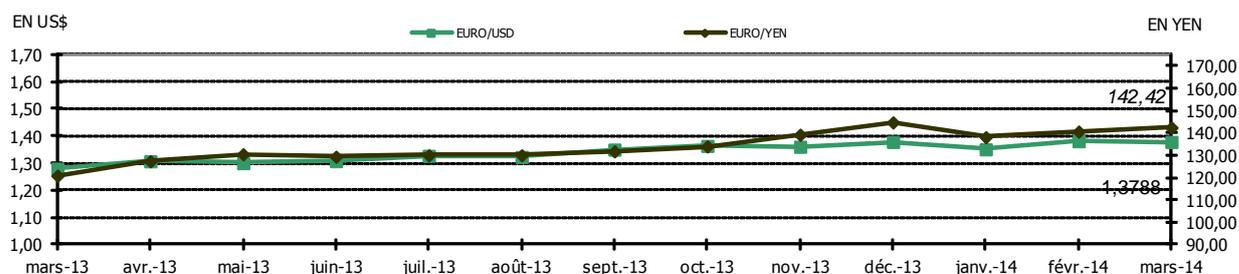
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3788	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,5875	EURO/SRD (Surinam)	4,5646
EURO/JPY (Japon)	142,4200	EURO/BWP (Botswana)	12,0260	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4647
EURO/CAD (Canada)	1,5225	EURO/SCR (Seychelles)	16,4914	EURO/DOP (Rép. Dom.)	59,4014
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8282	EURO/MUR (Maurice)	41,3773	EURO/BBD (La Barbade)	2,7539
EURO/SGD (Singapour)	1,7366	EURO/BRL (Brésil)	3,1276	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,8696
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,6973	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,6639	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3256,4162	EURO/XCD (Dominique)	3,7178	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer le 15 avril 2014 - Dépôt légal : avril 2014 - ISSN 1240-3857